

## EL YAWM

**Jugement Ayodhya: Il garantit à toutes les communautés religieuses la liberté de croyance, de foi et de culte.**

- **Le gouvernement indien est attaché à la Constitution indienne**

(Par M.KH, p.10)

***La Cour suprême indienne a rendu son arrêt le 9 novembre 2019 sur la poursuite du titre de Ram Janmabhumi - Babri masjid. Cet arrêt a été rendu à l'unanimité par un tribunal composé de cinq membres, présidé par le Chief Justice de l'Inde et le juge BOBDE, le juge BHUSHAN, Les juges NAZEER et CHANDRACHUD. Le banc avait une justice musulmane. Le jugement est basé sur la loi et non sur la foi; et est l'aboutissement d'un processus judiciaire de longue date.***

Ce différend a son origine dans les temps historiques. Le différend existait avant l'indépendance de l'Inde. Il existe des récits historiques de voyageurs européens aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles sur l'existence du différend. William Finch, un négociant britannique qui s'est rendu en Inde entre 1608 et 1611, a probablement été le premier à faire état de ce différend. Des documents juridiques établissent que des requêtes avaient été déposées devant le juge de district et le commissaire de justice des Provinces-Unies en 1885 -1886, quand l'Inde était dirigée par le gouvernement colonial britannique. En janvier 1885, Raghubar Das, le prêtre hindou qui présidait au culte des idoles sur la plate-forme, sollicita l'autorisation du tribunal pour ériger une structure permanente au-dessus du chabutra de Ram - en réalité un temple. Les mutawalli (gardiens musulmans) de la mosquée s'y sont opposés, tout en affirmant que l'ensemble du site (y compris le chabutra / plate-forme) appartenait à la mosquée, construite vers 1528 à la suite de la démolition d'un temple hindou déjà existant. En deux ans, le sous-juge, le juge de district et enfin le commissaire à la magistrature ont rejeté la requête. Entre-temps, il convient de noter qu'en mars 1886, le juge de district, F.E.A. Chamier a écrit: "Il est très regrettable qu'une mosquée ait été construite sur un terrain spécialement tenu pour sacré par les Hindous, mais comme cet événement s'est produit il y a 356 ans, il est trop tard pour remédier au grief."

Après l'indépendance de l'Inde, le 23 décembre 1949, entre 2 heures et 3 heures du matin, les idoles ont été déplacées de la plateforme à l'intérieur de la mosquée / du sanctuaire. Après cela, l'administration de l'État a saisi le bien, le Magistrat de District (MD) a été nommé séquestre. MD a imposé l'article 145 du Code pénal indien, interdisant «de rejoindre ou de continuer un rassemblement illégal, sachant qu'il a été commandé de se disperser». Le culte s'est arrêté, avec les idoles à l'intérieur du bâtiment. Des groupes hindous et musulmans ont réclamé le sanctuaire. Le magistrat de district devait maintenant décider: «Quel parti était en possession pacifique du bâtiment jusqu'à deux mois avant l'événement?» En janvier 1950, Gopal Singh Visharad, un militant hindou, déposa une plainte devant le tribunal de district de Faizabad (Faizabad est le district administratif dans lequel se trouve la ville de Ayodhya). Cette affaire judiciaire a remplacé le différend en attente devant le magistrat de district depuis le matin du 23 décembre 1949. Ceci est

devenu le premier de quatre «titres de propriété» - pour déterminer à qui appartient le titre de propriété.

En 1959, le Nirmohi Akhara, ordre de moines ayant le droit de vénérer au Ram chabutra depuis les années 1850 et ayant déposé la plainte initiale auprès du Magistrat de District en 1949, est poursuivi en justice, revendiquant le droit de propriété. De même, en 1961, le conseil sunnite central Wakf a engagé une procédure similaire, revendiquant la propriété du bien pour le compte de musulmans. En 1989, Deoki Nandan Agarwal, juge à la retraite, a saisi la Haute Cour d'Allahabad de la dernière affaire relative aux biens à Ayodhya au nom de la divinité, représentée en tant qu'entité juridique. Il l'a fait en sa qualité de «prochain ami» de la divinité Ram Lalla. Ainsi, Ram Lalla Virajman devint le quatrième concurrent de la terre contestée. Les quatre affaires Ayodhya ont été regroupées en titre et ont été transférées devant le tribunal de Lucknow de la Haute Cour d'Allahabad.

Suite à la démolition de Babri Masjid (l'affaire fait l'objet d'une enquête pénale distincte et d'une procédure judiciaire en cours; la question n'a aucun lien avec l'arrêt rendu par la Cour suprême le 9 novembre 2019), le 6 décembre 1992, le gouvernement indien a adopté en 1993 la loi «Acquisition de certaines zones à Ayodhya» et a pris en charge le complexe Ramjanmabhom / Babri Masjid. Les terres acquises par les pouvoirs publics indiens englobent:

(I) La zone de 60 pieds sur 40 où se trouvait le sanctuaire jusqu'au 6 décembre 1992; (II) La principale zone contestée, soit 0,313 acres - comprenant la mosquée, le chabutra / plate-forme Ram et Sita Rasoi, un autre site religieux; (III) Les terres situées à proximité de la zone litigieuse acquise par le gouvernement de l'Uttar Pradesh en 1991 et comprenant un complexe plus vaste, le mandir-masjid; et (IV) La zone proche et autour de la zone contestée.

La logique qui a présidé à l'acquisition de cette vaste zone par le gouvernement était que, si les tribunaux décidaient qu'il n'existait aucun temple et qu'il fallait donc reconstruire la mosquée, la propriété par le gouvernement des terres environnantes permettrait d'assurer un accès sans entrave.

En 1994, à la suite des appels interjetés devant la Cour suprême contre la loi «Acquisition de certaines zones à Ayodhya», la Cour suprême a estimé que si la loi était globalement constitutionnelle, la disposition spécifique qui dissolvait toutes les poursuites en matière de propriété était inconstitutionnelle. Par conséquent, les poursuites en titre devant la Haute Cour d'Allahabad ont été ravivées. En 2003, la Cour Suprême a de nouveau rappelé que les terres situées en dehors de la zone litigieuse étaient la propriété absolue du gouvernement de l'Union. Cependant, la Cour a ajouté que le gouvernement ne pouvait faciliter aucune activité religieuse sur cette terre - ni en céder une partie à une autre personne (comme une fiducie religieuse) - jusqu'à ce que le titre de propriété déterminant la propriété de la zone litigieuse ait été décidé.

En 2003, la Haute Cour d'Allahabad a demandé à l'Archaeological Survey of India (ASI) de déterminer si le site de Babri Masjid avait déjà abrité un autre bâtiment. Le 12 mars 2003, une équipe d'ASI a commencé les fouilles. Les archéologues, les fonctionnaires et les ouvriers ont été choisis avec soin pour représenter un nombre égal d'hindous et de musulmans. L'ASI a établi qu'une structure préexistante indiquant les vestiges restants sont des éléments distinctifs associés aux temples du nord de l'Inde, qui n'était pas islamique, sous-tendent la structure litigieuse.

Le 30 septembre 2010, le tribunal d'Allahabad a rendu son jugement divisant la zone litigieuse en trois parties: (I) un tiers au Nirmohi Akhara, comprenant le chabutra Ram et le Sita Rasoï, qui lui sont traditionnellement associés; (II) Un tiers à Ram Lalla Virajman; et (III) un tiers au conseil d'administration de Sunni Wakf.

Le jugement a été porté en appel et l'affaire a été portée devant la Cour suprême. Comme mentionné précédemment, la Cour Suprême a rendu le jugement le 9 novembre 2019. Le jugement était fondé sur le droit et non sur la foi. Le jugement vise uniquement à déterminer le titre (c'est-à-dire la propriété) du terrain situé à Ayodhya (1482 km<sup>2</sup>) sur lequel la structure était située. Le titre était en faveur de RAM LALLA VIRAJMAN. Le tribunal a estimé que RAM LALLA VIRAJMAN est une entité juridique au sens du droit indien et que les biens seront cédés à un Trust constitué en trois mois par le gouvernement central et qui construira le temple, et un terrain de remplacement de 5 acres sera attribué au SUNNI WAQF BOARD pour la construction d'une mosquée à Ayodhya.

La question est essentiellement une affaire intérieure de l'Inde qui a été bien documentée et qui remonte à l'Inde avant l'indépendance. Il s'agit d'une question juridique liée à un litige de Titre concernant la propriété d'une terre qui avait été examinée par la Cour suprême dans le cadre de la Constitution et de l'esprit de loi, où toutes les parties étaient entendues patiemment. L'indépendance de la Cour suprême, qui a fait ses preuves, constitue une structure fondamentale de la Constitution indienne et ne peut être modifiée.

Le Parlement de l'Inde a adopté la loi de 1991 sur les lieux de culte (dispositions spéciales), qui interdit toute modification du caractère religieux et confessionnel des lieux de culte, qui existait à la date de l'indépendance de l'Inde le 15 août 1947. Cette loi n'inclue pas la litige de titre de Babri Masjid Ram Janambhoomi. Par conséquent, cette question est restée dans le domaine de la magistrature indienne. Le jugement actuel ne peut être appliqué à aucune question relative aux lieux de culte en Inde comme une préséance contraire à la loi de 1991 du Parlement.

Il convient de noter que le gouvernement indien est attaché à la Constitution indienne qui garantit à toutes les communautés religieuses des libertés égales en matière de foi, de conviction et de culte, en vertu de l'article 25.1 de la Constitution indienne (droit à la liberté de religion). Des personnalités de la vie publique, notamment le All India Muslim Law Board, ont appelé les citoyens à respecter le jugement et à maintenir le calme. Les membres de différents partis politiques, y compris le Congrès National Indien, se sont félicités de ce jugement et espèrent que cela réglerait le différend de longue date. Au lendemain du verdict, le Premier Ministre indien a déclaré que cette décision réglait le cas de plusieurs décennies à l'amiable et ne constituait ni une victoire ni une défaite pour qui que ce soit. Le Premier Ministre a plaidé pour l'harmonie, la fraternité, l'amitié, l'unité et la paix entre tous les Indiens; et a appelé au renforcement de l'esprit du nationalisme.